

AU QG DE LA COORDINATION SYNDICALE

Satisfecit total des animateurs

Test réussi pour la coordination syndicale du secteur de la Fonction publique. La satisfaction se lisait sur les visages de tous les animateurs de la Coordination des syndicats autonomes du secteur de la Fonction publique.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Au siège de l'Union nationale des travailleurs de l'éducation et de la formation (Unpef), transformé en la circonstance en quartier général (QG) de la coordination, tout le monde s'accorde à dire que «le taux de suivi de la journée de protestation était à la hauteur des attentes des animateurs de l'intersyndicale».

Un satisfecit que le porte parole de la coordination syndicale, M. Meriane, n'a pas hésité à qualifier de «victoire de l'action unitaire des syndicats autonomes, malgré quelques embûches dressées devant nous».

«Pour une première, nous sommes très satisfaits. L'évaluation de notre action sera rendue publique demain à l'occasion d'une conférence de presse», a ajouté le président du Syndicat national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest). Notre interlocuteur, entouré des autres anima-

teurs de la coordination syndicale, a fait savoir qu'«en cas du maintien du verrouillage de la part des pouvoirs publics, nous opterons pour une autre forme de protestation, une grève de trois jours par exemple».

Un avis que partage totalement le président du Syndicat national des professeurs et docents en sciences médicales (SNPDSM), le professeur Djedjeli. Pour ce dernier, «le pouvoir doit comprendre que l'unité de pensée et de la représentation est révolue».

C'est ce même pouvoir qui nous a agréés, pourquoi alors il ne nous associe pas aux discussions qui portent pourtant sur le devenir de notre corporation ? La bonne gouvernance, ce n'est pas seulement voter.

C'est également associer les partenaires sociaux représentatifs. Et d'ajouter : «Il est anormal d'agir avec un seul partenaire depuis 40 ans. Je les défie de me présenter un

seul hospitalo-universitaire adhérent à l'UGTA.

Malheureusement, c'est cette dernière qui négocie en notre nom.»

Les chiffres relatifs au taux de suivi avancé à la mi-journée ont conforté les dires des animateurs de la coordination. «C'est la panique tant chez le pouvoir que chez son partenaire, l'UGTA. Ils ne s'attendaient pas à cette grande victoire de la démocratie syndicale».

Si on nous faisait la sourde oreille, la prochaine protestation sera plus radicale», a ajouté le porte-parole de la coordination. M. Rahmani, le coordinateur national du Cnes, souligne pour sa part que «les syndicats autonomes sont les véritables représentants du secteur de la Fonction publique».

«Nous avons démontré notre capacité de mobilisation et notre quitus a été arraché haut et fort sur le terrain de la mobilisation», a souligné notre interlocuteur.

«Le pouvoir sait qui est représentatif et qui ne l'est pas. Il refuse également, lui qui est aujourd'hui faible, une

opposition syndicale forte. Il préfère ses courtisans. Ceux qui lui disent que tout marche», a ajouté pour sa part M. Djedjeli.

En somme, au quartier général de la coordination syndicale, l'ambiance des grands jours était au rendez-vous ce mardi 15 janvier.

Le taux de suivi de la grève avancé à 80% dans les secteurs de la Fonction publique constitue, aux yeux des représentants des travailleurs, un «atout qui en dit long sur notre capacité de représentation. S'ils veulent la statistique, qu'ils continuent à gérer exclusivement avec l'UGTA».

Pour nos interlocuteurs, qui considèrent que «dans ce pays, il faut une opposition forte pour un pouvoir fort», cette dynamique syndicale née de cette démonstration de force sera capitalisée.

«On n'est pas un appareil comme l'UGTA dont deux à trois personnes décident de son avenir. Nous sommes des syndicats autonomes vis-à-vis du pouvoir et nous avons des spécificités qui nous distinguent les uns des autres.»

A. B.

SECTEUR DES IMPÔTS

La grève ignorée dans la capitale

Censée être une journée de protestation «d'ampleur historique», celle-ci aura plutôt été le reflet de division des rangs et de faible mobilisation.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Les personnels des impôts et l'administration publique n'ont pas répondu à l'appel de grève. Est-ce le présage d'une discorde au sein du front syndical ?

Les personnels de l'administration publique et des impôts d'Alger ne se sont pas joints au mouvement de grève initié par les douze syndicats autonomes. Une petite virée dans les services d'inspection et de recettes des impôts à Alger reflète amplement la position des fonctionnaires.

Aucune cessation du travail n'a donc été observée dans ce secteur d'activité dans la capitale. Au Trésor public, à la Casnos, aux différents services des impôts, les personnels étaient présents à leurs postes.

Révolté, comme la plupart de ses confrères d'ailleurs, ce fonctionnaire dans l'une des inspections d'impôts d'Alger s'insurge : «Nous sommes sous-payés et travaillons dans des conditions lamentables. Mais la grève ne servira à rien.»

Cette dernière phrase semblait être le mot d'ordre parmi tous les fonctionnaires que nous avons rencontrés. Certes, lésés par l'érosion du pouvoir d'achat et par l'inflation incontrôlée, les salariés pensent que le recours à la grève ne les aidera pas à obtenir satisfaction de leurs revendications.

Cependant, les fonctionnaires des impôts et de l'administration publique jugent insignifiantes les augmentations des salaires décidées par les pouvoirs publics.

A l'instar des grévistes, ils revendiquent à leur tour la révision de la nouvelle grille

ainsi que la définition d'un nouveau régime indemnitaire. Lassés par cette conjonction, les fonctionnaires perdent espoir. Pour eux, les dés sont jetés, et c'est toujours l'Etat qui remporte la partie. A noter que les services de l'administration publique n'ont pas suivi massivement le mouvement de grève.

La plus grande majorité des APC et des daïras ont fonctionné le plus normalement possible. Après tout, la grève n'est pas «imposable» ! Pour l'administration fiscale, la «tchippa» a toujours fait guise «d'augmentation» de salaire.

W. Z.

Suivi partiel au CHU Mustapha

Comme à leurs habitudes, les différents services du CHU Mustapha grouillaient de monde hier. Rien n'indiquait que le personnel médical répondait à l'appel de la Coordination des Syndicats autonomes de la Fonction publique.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les médecins et le personnel paramédical n'ont pas prévu de piquet de grève, ni accroché des banderoles. Les services donnaient l'impression de fonctionner normalement.

Explication d'un médecin rencontré sur place : de par la spécificité de leurs métiers, les médecins sont tenus d'assurer un service minimum même lorsqu'ils sont convaincus du bien-fondé de la grève, ce qui fait que le mouvement est moins visible que dans d'autres secteurs. Résultat, le CHU Mustapha ne donnait pas l'air d'être paralysé. Les malades, habitués à attendre

longtemps, n'imputaient pas tous la lenteur de la prise en charge au mouvement de grève. C'est notamment le cas au pavillon des urgences où pas moins d'une dizaine de personnes attendaient patiemment leur tour. Infirmiers et médecins tentaient de les prendre en charge de manière ordinaire.

Même scénario au niveau de la maternité où, comme à l'accoutumée, c'est le brouhaha. A la question de savoir si le service était assuré normalement, un père de famille, qui attendait des nouvelles de son épouse, n'espérait pas une aussi bonne occasion pour déverser son fiel sur les pou-

voirs publics : «Ils ont raison de faire grève. Ce qu'il faut pour ce gouvernement, c'est une révolution et pas qu'une grève. Vous ne voyez pas comment on doit se démenier pour survivre ? Vous trouvez que l'augmentation de salaires dont parle le chef du gouvernement répond à nos attentes ? On ne peut plus boucler nos fins de mois normalement.» L'homme aurait pu parler des heures de ce qu'il pense de la nouvelle grille de salaires.

C'est également le cas de ce jeune médecin rencontré au niveau du pavillon des urgences qui, déontologie oblige, assurait le service minimum. «Je suis à 100% avec les syndicats autonomes. Je travaille mais le cœur n'y est pas du tout.

Je suis outré par les fausses promesses faites par les pouvoirs publics. Nous, au

secteur public, travaillons dans des conditions difficiles pour des salaires de misère. On n'est pas considérés, on n'a pas de statut qui convienne à notre profession», explique-t-il.

Appelé à débrayer par pas moins de trois syndicats autonomes, à savoir le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP), le Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), le Syndicat national des professeurs et docents en sciences médicales (SNPDSM), le corps médical proteste contre la grille de salaires considérée comme un leurre. Pour ne pas déroger à la règle, le ministère de la Santé a adressé un courrier au syndicat du secteur, leur indiquant que leur mouvement était illégal.

N. I.

ORAN
Appréciations
mitigées

Cette journée, placée sous le signe de la contestation et pour laquelle près de 12 syndicats autonomes s'étaient regroupés au sein d'une coordination pour «plus de poids», a été diversement appréciée selon les secteurs.

En effet, à Oran, c'est le secteur de l'éducation nationale qui a été le plus perturbé comme nous l'ont expliqué les représentants du Snapest, de l'Unpef, du Snte, du Satéf et ceux des corps communs lors d'un point de presse tenue dans la journée. Abordant la raison principale ayant été à l'origine de cette journée nationale de protestation, le statut de l'enseignant qualifié de répressif, les orateurs ont alors donné les premiers taux de participation pour les différents paliers, soit plus de 56% pour le primaire, entre 60 et 70% dans le moyen et le secondaire un peu plus de 48%.

L'autre secteur, qui a connu une mobilisation importante, est celui de la santé puisque, selon l'un des représentants du SNPSSP, ce suivi a atteint 70%. «Nous avons assuré les urgences et le service minimum comme le prévoit la loi», explique un médecin qui assistait à l'assemblée générale regroupant les professeurs et docents et les maîtres assistants du CHUO.

Quant à l'administration pour Oran-ville, les activités se sont déroulées normalement sauf au niveau des APC qui ont été désertés par des agents. Par contre, l'enseignement supérieur a une fois de plus été marqué par un clivage des plus grands, résultat de la scission qui touche toujours le Cnes puisque les enseignants de l'Usto dans leur majorité ont refusé de faire grève à l'appel de leur direction qui a participé à la coordination.

Cette université ayant fait le choix de suivre la coordination des sections Cnes contestant la nouvelle direction nationale. Quant aux citoyens, bien peu ont été perturbés dans leur démarche et leur quotidien. Néanmoins ils se sont sentis solidaires pour ce qui est des revendications sur le pouvoir d'achat.

Fayçal M.

SIDI-BEL-ABBÈS
Forte
adhésion

La menace de grève de la Fonction publique, depuis longtemps brandie par les syndicats autonomes issus de différents secteurs publics, a pris effet dans la journée d'hier alors que d'autres mouvements de contestation plus radicaux sont craints dans les prochains jours dans le cas où le gouvernement continuerait à ignorer les revendications socioprofessionnelles des travailleurs notamment la hausse des salaires au vu de la détérioration du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Au niveau de l'EPSP (Etablissement public de santé de proximité), l'adhésion en plus au mouvement a été importante avec un sit-in des travailleurs devant le siège du secteur sanitaire bien que le service minimum ait été assuré.

Au niveau du secteur de l'éducation nationale, le mouvement a aussi connu un grand succès notamment au niveau des écoles et collèges et bien des lycées. Cependant, quelques enseignants, (une minorité) ont souhaité dispenser leurs cours craignant, comme dans le passé lorsque le syndicat libre les a appelés à la grève, d'être sanctionnés avec des retenues sur salaires.

Dans le secteur de la santé, le mouvement n'a pas drainé grand monde vu que le Snapap, un des syndicats autonomes initiateurs de la grève, n'enregistre pas une grande adhésion parmi les travailleurs du CHU. Aussi cet établissement n'a pas connu de grande perturbation, nous a-t-on confié. Par ailleurs, la wilaya et l'APC n'ont pas adhéré à ce mouvement de protestation.

A. M.